

# BULLETIN D'INFORMATIONS

Publication mensuelle du Système des Nations Unies en République Démocratique du Congo



© UNICEF/RDC

## ACTUALITE

### Plus de 7 millions de dollars américains en appui à la gratuité des accouchements en RDC

“Il s’agit d’un moment important dans la lutte contre la mortalité maternelle et néonatale”, explique Dr Pierre Shamwol, Spécialiste en santé maternelle et Assistant Représentant de UNFPA en RDC. “Il y avait une barrière financière que certaines femmes enceintes ne pouvaient franchir. Par manque de moyens, certaines d’entre elles recouraient à l’accouchement à domicile s’exposant aux risques pour elles-mêmes ainsi que pour leurs bébés. Cela a été à la base de nombreux cas de décès maternels.” conclut Dr Pierre Shamwol.

Le 5 septembre 2023, le Chef de l’État Congolais, Félix-Antoine Tshisekedi, a officiellement lancé le programme de gratuité des accouchements dans la ville de Kinshasa. La matérialisation de cette initiative présidentielle s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle qui prévoit la prise en charge gratuite des accouchements et des nouveaux nés.

Devant couvrir progressivement toutes les provinces de la RDC, la gratuité des accouchements comprend entre autres, les consultations prénatales, l’écographie obstétricale, les accouchements simples, les accouchements par césarienne, les soins du nouveau-né



© UNFPA/RDC

la vaccination, les consultations post-natales, les services de planification familiale et l’accès aux médicaments essentiels.

### Effectivité et attentes du personnel soignant

A la maternité de Kintambo, une centaine d’accouchements gratuits sont déjà enregistrés dans les fiches administratives. Un soulagement qui se lit sur les visages des accouchées trouvées sur place. Jeanne Disasi est venue apporter à manger à sa belle fille qui a accouché la veille. Elle ne cache pas sa joie : “C’est une double joie, d’abord le fait de voir mon petit fils et surtout le fait qu’on n’a rien payé. J’ai entendu cela à la radio mais je viens de le vivre en personne. C’est un soulagement sur le plan financier car ici à Kinshasa, accoucher était devenu un casse-tête à cause des coûts

élevés imposés par les hôpitaux et centres médicaux;” lance-t-elle.

La maternité de Kintambo a appliqué la mesure présidentielle juste après le lancement du programme par le Chef de l’Etat. **“Nous sommes une institution publique. Dès que le Chef de l’Etat a annoncé cette décision, nous nous sommes alignés,”** indique Dr Brigitte Tupela, Médecin Directrice de la maternité de Kintambo, avant de poursuivre **“nous fonctionnons avec nos fonds propres et des prêts pour subvenir à la demande et avons l’espoir que l’Etat va subvenir à nos besoins d’ici peu”**.

Pour Dr Didier Biletsi Président du Synamed, le syndicat national des médecins, il s’agit d’une mesure qui honore le personnel soignant à la maternité mais qui doit aussi avoir des mesures d’accompagnement : **“Avec la gratuité des accouchements, ça fait moins de pression sur le personnel soignant. On n’a plus à courir derrière les factures des femmes qui viennent d’accoucher. On espère que l’Etat prendra toutes les dispositions afin que le personnel soignant reçoive régulièrement leur paie pour ainsi pérenniser cette mesure que nous soutenons.”**

Pour rappel, l’UNFPA appui le Gouvernement à travers la mise à disposition des produits de la planification familiale ainsi que les médicaments qui sauvent la vie de la femme et du nouveau-né pour une valeur de plus de 7 millions de dollars américains chaque année.

A travers son programme de santé maternelle, cette entité des Nations Unies améliore les conditions de travail ainsi que la qualité de service dans les maternités et blocs opératoires des formations sanitaires de références à travers la mise en place des plateaux techniques. UNFPA apporte également son appui dans le renforcement des capacités du personnel soignant avec emphase sur la profession des sages-femmes.

La mesure de gratuité lancée par le Président de la République est déjà en marche malgré les défis de son opérationnalisation. Son application effective va contribuer à améliorer sensiblement la santé maternelle et néonatale. Cependant, il est nécessaire de mobiliser les ressources financières, matériels et humaines conséquentes pour accompagner cette gratuité. C’est pour cette raison que UNFPA plaide pour le renforcement des ressources en faveur de la santé maternelle, néonatale, infantile et adolescente à travers la RDC.



© UNFPA/RDC

# LE SAVIEZ - VOUS ?

## Comment la farine de manioc a changé l'avenir d'une communauté!



© ONU Femmes/RDC

Dans le village de Kuakua au Kongo Central, la production de farine de manioc va bien au-delà d'une activité économique ; elle permet aux populations d'envoyer leurs enfants à l'école pour échapper au viol et à l'exploitation sexuelle. Ce qui peut sembler être un simple ingrédient est à la base de l'autonomisation de ces femmes dans cette contrée.

ONU Femmes s'est rendue dans ce village pour mieux comprendre le travail qu'Agrikcom, bénéficiaire du programme d'autonomisation économique des femmes (WEE), effectuait dans ce territoire.

**"Nous produisons tous les types de farine de manioc, farine normale, fermentée et panifiable"**. affirme Mme Mamie Basila Kulabuna, directrice d'Agrikcom, qui travaille avec le programme WEE d'ONU Femmes depuis 2020 ; elle emploie actuellement plus de 200 femmes à Kuakua. Agrikcom offre aux femmes des formations sur la transformation des produits agricoles, les techniques de récolte et l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles. Le réseau d'ONU Femmes a permis à Agrikcom d'organiser des ateliers au-delà du village de Kuakua, élargissant l'égalité des sexes au-delà des frontières initiales du projet. Grâce au projet PADMPME, financé par le Gouvernement congolais à travers

un prêt de la Banque mondiale, Agrikcom a pu acheter des machines pour faciliter et accélérer le processus de fabrication de la farine. Néanmoins, les défis sont vastes.

**"Les luttes sont parfois des viols, parfois nous essayons de fuir mais nous nous faisons prendre dans les champs par les violeurs... c'est pourquoi nous choisissons d'aller dans les champs ruraux des villages, parce que nous avons peur de nous faire violer"** a partagé Mme Nzuzi, une maraîchère de Kuakua. Jusqu'à récemment, les femmes cultivatrices de légumes de Kuakua travaillaient dans un champ escarpé au niveau du pont maréchal sur la route de Boma, où elles étaient constamment victimes de viols, de harcèlement et même de meurtres.

Même quand il faut bénéficier de l'appui des hommes pour nettoyer et préparer les champs, elles se font violer en guise de services : **"J'ai dû payer avec des faveurs sexuelles en échange de services dans les champs à cause de la pauvreté"**, a expliqué Mme Mbwanga, qui a quatre enfants de quatre hommes différents.

Face à cette situation épouvantable, Agrikcom a identifié des espaces arables pour les femmes ; pourtant, cela n'a pas suffi



à arrêter les cas de viol pour celle qui se rendent aux champs tôt le matin ou celles qui en reviennent tard le soir ; **“Quand on y va en groupe, ils ne nous violent pas, mais si quelqu'un y va seule, elle se fait violer”**, a déclaré Mme Nzunzi.

Pour mettre un terme à ces atrocités, Agrikom a récemment acheté 50 hectares de terrain juste à côté du village de Kuakua, afin que les femmes n'aient plus besoin de parcourir seules de longues distances à des heures défavorables. La proximité avec le village et le fait que le terrain soit plat, sans espaces cachés, a considérablement amélioré leur sécurité. A côté de cette concession, le village dispose de nouvelles machines pour produire beaucoup plus efficacement de la farine de manioc ; en plus d'un domaine d'élevage des porcs et des chèvres. Les femmes ne travaillent plus seules, les hommes prennent en charge différentes étapes de la production de la farine, ainsi que différentes tâches dans la ferme.

**“Chez nous tout est généré, hommes et femmes du village travaillent ensemble. Les femmes plissent et récoltent avec**

**avec les hommes. De la récolte à la fermentation, les hommes et les femmes sont tous à l'œuvre.”**

Néanmoins, malgré les progrès, les femmes de Kuakua ne sont pas encore exemptes de violences sexuelles ; un travail devra être fait pour ce qui est de la vie conjugale. De même, la difficulté économique est toujours une force prépondérante dans leur vie : **“parfois nous donnons nos produits agricoles aux enfants pour qu'ils ne meurent pas de faim, parfois l'enfant peut même les revendre à d'autres”**, ajoute Mme Womba, **“mais nous les envoyons à l'école, quand bien même c'est économiquement difficile”** mentionne Mme Nzunzi.

Le programme d'autonomisation de la femme d'ONU Femmes, ainsi que le projet PADMPME financé par le gouvernement congolais, ont joué un rôle clé pour aider les femmes de Kuakua à atteindre leur indépendance, leurs ambitions et leur communauté. Néanmoins, il reste encore un long chemin à parcourir pour garantir pleinement l'égalité des sexes et l'autonomisation économique, une mission à laquelle ONU Femmes se consacre.



**Le village possède une chèvrerie, une porcherie, ainsi que des champs de manioc et de légumes. Ils produisent de la farine, des collations à base de manioc, des mélanges de gingembre et de curcuma, des chips de noix de coco et du miel, entre autres produits.**



# DEVELOPPEMENT

Cinq Coopératives et mutuelles de crédit vont bénéficier du financement du PNUD et la Suède à hauteur 800 000 \$



Le projet « **Action, Changement, Transformation par l’Inclusion Financière II** » (ACTIF) a validé cinq dossiers d’investissement, pour un montant de 798 600 \$ financés par le PNUD et la Suède. Il s’agit des Coopératives d’Épargne et de Crédit de BAGIRA, COOPEC AKIBA YETU, COOPEC KALUNDU, LE MEILLEIR SEMEUR et la Mutuelle d’Épargne et Crédit BOMOKO. Ces dossiers ont été validés lors de la tenue du comité d’investissement mi-septembre à Zongo au Kongo Central, qui avait enregistré six dossiers à valider.

Ces appuis servent d’une part à l’ouverture des agences des Prestataires des Services Financiers dans les zones rurales non couvertes. Et d’autres parts à la digitalisation et au développement des nouveaux produits financiers répondant aux réels besoins du monde rural et populations vulnérables. La Mutuelle BOMOKO a sollicité un appui pour l’acquisition d’une nouvelle version du logiciel MICROFINA ++ afin de gérer ses opérations à distance, et d’un système solaire susceptible d’avoir l’énergie en permanence pour faire fonctionner correctement le serveur et faciliter la connexion internet.

La Coopérative d’épargne de de crédit COOPEC BAGIRA a soumis une demande pour l’ouverture d’une agence à Bitale dans le Sud-Kivu dans le but de renforcer l’offre de crédit agricole et des autres produits et services de la COOPEC dans cette zone rurale, mais aussi poursuivre le projet de

digitalisation entamé avec la première phase.

Pour sa part, la COOPEC Akiba Yetu de Goma va aussi ouvrir une nouvelle agence à Katindo, quartier populaire de forte concentration des membres inactifs de la coopérative afin de renforcer l’intégration des groupes informels d’épargne et de crédit pour l’autonomisation des femmes et des jeunes.

Quant à la COOPEC Kalundu, celle-ci a sollicité l’acquisition des logiciels et équipements nécessaires pour faciliter l’interconnexion de ses quatre guichets avec le siège et mener une étude de marché/satisfaction pour améliorer les pratiques actuelles en matière de crédit.

Et enfin, la demande de la COOPEC Meilleur Semeur porte sur un appui technique et financier à l’informatisation et la sécurisation des opérations de crédit, d’épargne à la carte, de gestion comptable, et à l’amélioration de l’offre de services financiers ciblant les Jeunes.

Avant ce comité d’investissement, le Projet ACTIF 2 avait diligencé une mission dans les provinces de Kinshasa, Kongo Central, Tshopo, Nord-Kivu et Sud-Kivu pour une évaluation institutionnelle des prestataires des services financiers jugées éligibles au critérium élaboré par l’Unité de Gestion du Projet. Les résultats de cette mission ont permis d’organiser un comité d’investissement pour examiner et valider les structures financières décentralisées retenues.





Lancement de la formation de la 5e promotion du personnel technique de l'Inspection Générale de la Police Nationale Congolaise le 18 septembre dernier. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le représentant du Vice-premier Ministre, ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières M... en présence de l'Inspecteur général de l'IGPNC, le Directeur général des écoles et de la formation de la PNC représentant le Commissaire général de la Police nationale congolaise ainsi que de l'Inspecteur général des FARDC.

Au total 45 candidats, dont 12 femmes, bénéficieront de cette formation de 10 semaines appuyée conjointement par le Bureau Conjoint des Nations unies pour les Droits Humains (BCNUDH), la Police des Nations Unies (UNPOL/MONUSCO), le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) et l'Union Européenne dans le cadre du programme Appui à la Réforme de la Police (PARP III – DCAF).

Créée en 2008, l'Inspection Générale de la Police Nationale Congolaise (IGPNC), alors Inspection Générale d'Audit de la Police Nationale, est une structure de Contrôle, d'Audit, d'Enquête et d'Evaluation des Unités et Services de la Police Nationale Congolaise. Les inspecteurs de l'IGPNC ont pour missions de veiller à l'application stricte des lois et règlements

de la République, ainsi qu'au respect des droits humains par le personnel de la police lors de l'exercice de leurs fonctions.

Il sied de constater que depuis un certain temps, les effectifs des inspecteurs que compte l'IGPNC diminuent à la suite d'une déperdition causée entre autres par les retraites, décès, abandons volontaires, maladies et autres raisons non élucidées.

Pour pallier cette réalité et dans le souci de déployer des inspecteurs formés dans les 26 provinces, le BCNUDH, le PNUD et l'UNPOL, conjointement avec leurs partenaires, ont jugé impérieux de renforcer les capacités du personnel de cette structure en vue de lui doter d'un personnel technique qualifié. D'où la nécessité de former de nouveaux inspecteurs selon l'approche basée sur les droits humains.

La démarche conjointe dans l'esprit « One UN » impliquant également l'Union européenne a permis de mutualiser les efforts et les fonds pour offrir le meilleur appui possible à l'Etat congolais dans la lutte contre l'impunité et le respect des règles et procédures. Un appui notamment salué par l'Inspecteur général et par le représentant du Vice premier ministre, ministre de l'Intérieur.



A l'instar de la communauté internationale, la RDC a célébré le 8 septembre 2023, la Journée Internationale de l'Alphabétisation sous le thème «Promouvoir l'alphabétisation pour un monde en transition : bâtir les fondations de sociétés durables et pacifiques ».

Ce thème met un accent particulier sur les efforts à fournir pour accélérer les progrès vers la réalisation de l'Objectif de développement durable 4 et sa cible 4.6 (ODD4) relatif à l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie, et sur la réflexion à mener au sujet du rôle que joue l'alphabétisation dans la construction de sociétés plus inclusives, pacifiques, justes et durables.

Cette commémoration, était une occasion pour les acteurs du sous-secteur de l'alphabétisation et éducation non formelle (AENF) de mener le plaidoyer en faveur de la lutte contre l'analphabétisme en RDC.

Les défis sont énormes pour le sous-secteur de l'AENF car la République Démocratique du Congo accuse un taux d'analphabétisme situé actuellement à 29,1% selon l'enquête MICS18/RDC dont 41 % pour les femmes contre 21 % pour les hommes. En complément à ce taux d'analphabétisme, le Rapport sur le Système Educatif National (RESEN 2022) révèle que plus de 4 millions d'enfants dont l'âge varie entre 9 et 14 ans sont déscolarisés et/ou non scolarisés. Plus ou moins 23 millions des Congolais sur une population estimée à plus de 85 millions, restent analphabètes, ne sachant ni lire, ni écrire, ni calculer selon l'Institut National de Statistique (INS) 2018. D'où la nécessité de faire un état des lieux complet pour mettre en place un plan d'action visant à ren-

verser cette tendance et garantir l'alphabétisation au plus grand nombre des Congolais.

En prélude à cette célébration, deux évènements majeurs avaient été organisés à savoir : une conférence de presse en collaboration avec la MONUSCO qui a permis de passer en revue l'appui de l'UNESCO en RDC et un atelier d'évaluation des recommandations de la dernière édition réunissant toutes les parties prenantes, qui a permis de formuler d'autres recommandations notamment :

- L'organisation des états généraux des affaires sociales
- L'augmentation du budget alloué au sous-secteur de l'alphabétisation et éducation non formelle
- Le renforcement des capacités des encadreurs et/formateurs
- La révision et actualisation des manuels des formateurs, la traduction des manuels d'alphabétisation
- L'Elaboration d'une cartographie des centres de l'Alphabétisation et Education Non Formelle sur toute l'étendue du territoire national ;
- La création des nouveaux centres d'alphabétisation et de l'éducation non formelle et les équiper en tenant compte de l'aspect inclusif et des populations les plus vulnérables (les déplacés internes, réfugiés, personnes vivant avec handicap etc)

Dans son mot de circonstance, le représentant de l'UNESCO a réitéré son engagement à appuyer les efforts du Gouvernement dans l'éradication de l'analphabétisme notamment dans la traduction des manuels en langues nationales, la collecte de données et l'évaluation des acquis des apprentissages des alphabétisés.



# ENVIRONNEMENT

## La population de Bukavu sensibilisée sur la cuisson propre



© PNUD/RDC

Bukavu a accueilli, du 10 au 16 septembre 2023, une foire d'envergure dans le cadre de la promotion de la cuisson propre sur la consommation durable et substitution partielle au bois énergie. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet conjoint du Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), financé par l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI).

Cette foire visait la sensibilisation du grand public sur l'importance de l'adoption de solutions de cuisson propre, telles que les foyers améliorés et le gaz de pétrole liquéfié, afin de préserver l'environnement et la santé. Au total plus de 2 500 personnes ont été sensibilisées et beaucoup ont pris la décision de changer leur mode de cuisson.

La foire de Bukavu a démontré que la cuisson propre était une alternative à l'utilisation du bois énergie. Au travers de road shows, de conférences et de discussions, les participants ont découvert et testé divers types de foyers améliorés et de réchauds à gaz. Ces démonstrations pratiques ont permis de mettre en évidence les avantages de ces technologies, notamment la réduction de la dépendance au bois de chauffe et la préservation des ressources forestières.

Rappelons que la consommation excessive de bois-énergie a un impact négatif sur la santé des écosystèmes et contribue à

la déforestation. A travers la promotion des solutions de cuisson propre, la foire de Bukavu a mis en évidence l'importance de préserver la forêt et l'environnement. Les visiteurs ont été sensibilisés aux conséquences de la déforestation et ont été encouragés à adopter des comportements respectueux de l'environnement.

Outre les avantages environnementaux, la cuisson propre offre également des avantages pour la santé des utilisateurs. Les foyers améliorés et le gaz de pétrole liquéfié réduisent les émissions de fumée et les polluants dangereux pour la santé, contribuant ainsi à améliorer la qualité de l'air intérieur et à préserver la santé des ménages. Cela a été démontré lors des tests pratiques effectués au cours de cette foire.

Représentant le maire de la ville de Bukavu à cette foire, M. Alex Lina, a témoigné toute sa gratitude envers le PNUD qui organise cette campagne. Il a profité de cette occasion pour évoquer la situation que traverse le territoire de Kalehe en proie aux éboulements de sol ayant causés la mort des centaines des Congolais. Selon lui **"Cette campagne est une opportunité pour la population de Bukavu de comprendre l'importance de protéger nos forêts en adoptant cette nouvelle méthode de cuisson propre."** Il a en outre rassuré que l'autorité urbaine de Bukavu va poursuivre cette sensibilisation au-delà de la foire.





Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) rapportent que près d'un quart de la population de la RDC reste confrontée à une insécurité alimentaire aiguë, alors que les besoins humanitaires atteignent des niveaux record.

Selon le dernier rapport du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) publié en septembre 2023, plus de 25 millions de personnes sont toujours confrontées à des niveaux de crise ou d'urgence de l'insécurité alimentaire ; c'est une des plus grandes crises alimentaires au monde que connaît la RDC actuellement.

Malgré les niveaux élevés de la faim, la RDC dispose de terres fertiles et arables ainsi que de ressources abondantes en eau, et possède des capacités inhérentes d'atteindre l'autosuffisance en matière de production alimentaire et même d'étendre ses contributions aux pays voisins. Cependant, diverses causes sous-jacentes, telles que l'intensification du conflit dans sa partie Est, et le manque d'investissement dans le développement rural, empêchent le pays d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Le conflit dans l'Est de la RDC a perturbé la production agricole vitale et la croissance des infrastructures socioéconomiques. Cette crise alimentée par l'évolution de la dynamique des groupes armés et des luttes pour les ressources, est exacerbée par des tensions géopolitiques profondément enracinées. En conséquence, plus de 5,6 millions de personnes sont aujourd'hui déplacées dans les trois provinces de l'Est à savoir : l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

Le PAM est confronté à un déficit de financement critique de 629,6 millions d'USD au cours des six prochains mois. En

l'absence de financement, il n'est pas en mesure de poursuivre l'intensification de ses opérations pour atteindre 3,6 millions de personnes et pourrait devoir réduire son aide dès le mois d'octobre 2023.

Alors que les personnes qui ont le plus besoin d'aide humanitaire dépendent de l'agriculture pour leur subsistance, seuls 4,1 % des fonds humanitaires destinés aux secteurs alimentaires servent à soutenir les moyens de subsistance agricoles. Les interventions d'urgence en faveur des moyens de subsistance sont rentables. Par exemple, avec un kit de production de légumes de 80 USD, une famille peut rapidement produire une variété d'aliments nutritifs d'une valeur de 480 USD sur le marché local.

En 2023, la FAO a besoin de 106,4 millions d'USD pour apporter à 1,8 million de personnes un soutien urgent aux moyens d'existence, notamment en stimulant la production agricole rapide, l'élevage et la pêche, et en fournissant un soutien prépositionné aux moyens d'existence d'urgence aux communautés touchées par les conflits. A ce jour, la FAO est confrontée à un déficit de financement d'environ 80 millions d'USD pour fournir un soutien aux agriculteurs vulnérables au cours de la prochaine campagne agricole, qui débutera en janvier 2024.

Outre l'impératif immédiat de soutenir les initiatives visant à sauver des vies, il est urgent d'investir dans des solutions visant à inverser durablement les tendances de l'insécurité alimentaire. Il est essentiel de mettre en œuvre une stratégie qui envisage une continuité entre les réponses d'urgence, les efforts post-urgence et les actions visant à faire progresser les systèmes alimentaires tout en renforçant la résilience des populations face aux différents chocs auxquels elles sont régulièrement confrontées.



# HUMANITAIRE

## Remise des produits alimentaires à la prison militaire de Ndolo, dans le cadre du projet d'appui nutritionnel aux détenus tuberculeux



Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) en collaboration avec l'Unité d'Appui à l'Administration Pénitentiaire de la MONUSCO (UAAP), a procédé à la remise du premier lot de produits alimentaires à la prison militaire de Ndolo présence des responsables et de l'équipe médicale de la prison.

Ce premier lot de produits livrés était constitué de plusieurs denrées non-périssables, notamment de sacs de 20kg de soja, 100kg de haricot, de fretins, de chenilles etc.... Les denrées périssables seront, quant à elles, livrées au fur et à mesure pendant 6 mois. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet d'appui nutritionnel aux détenus tuberculeux.

Selon le Médecin Directeur de la prison de Ndolo, en avril 2023, ce centre pénitentiaire comptait 117 détenus souffrant de malnutrition sous traitement contre la tuberculose dont 77 cas graves et 40 cas modérés. Une situation nutritionnelle précaire associée aux aléas conjoncturels de la pauvreté en milieu carcéral qui rend les personnes détenues encore plus vulnérables.

Face à cela, le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) et l'Unité d'Appui à l'Administration Pénitentiaire de la MONUSCO (UAAP) ont décidé d'intégrer la prise en charge de la malnutrition sévère liée à la tuberculose dans le système de santé en détention selon l'approche basée sur les droits humains.

Pour rappel, la République Démocratique du Congo a ratifié d'importants instruments juridiques internationaux et régionaux en matière de promotion et protection des droits de l'Homme, garantissant à tous et sur l'ensemble du territoire, les droits civils et politiques ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels. Ces textes internationaux sont renforcés par un cadre juridique national qui contextualise ces engagements. Les personnes détenues bénéficient également de ces différents droits surtout le droit au respect de la dignité de leur personne, le droit à la vie et le droit à la santé. Ils doivent aussi bénéficier du droit à un procès équitable qui prend en compte le droit d'être jugé dans un délai raisonnable et le droit à la présomption d'innocence. A cet effet, le pays s'est engagé à promouvoir, respecter, protéger et mettre en œuvre les droits de l'homme y compris les droits des personnes détenues.

Il est important de noter également que ce projet, initié par le BCNUDH, vise essentiellement les détenus atteints de tuberculose parmi la population carcérale de Ndolo. Il a pour but, de contribuer à l'amélioration des conditions vie de ces détenus tuberculeux en général, et de leur garantir le droit à la santé en particulier, dans la perspective de garantir leur participation effective aux différents procès emblématiques dans lesquels ils sont impliqués dans le cadre de l'appui à la lutte contre l'impunité...





© UNFPA/RDC

Grâce à l'appui de la Norvège, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) vient de renforcer les capacités techniques des médecins en chirurgie réparatrice des cas simples de la fistule obstétricale dans les Provinces de Haut Lomami et Lomami. Dans chacune des provinces on forme une équipe composée de deux médecins, un anesthésiste, un infirmier de salle et un infirmier de bloc opératoire.

La sélection des bénéficiaires de ces formations a été assurée par les Divisions Provinciales de la Santé dans chacune de ces provinces. De manière générale, la formation est axée d'abord sur les notions de base en ce qui concerne la fistule obstétricale, ses causes, ses facteurs et ses conséquences. Ensuite, l'accent est mis sur les techniques chirurgicales pour la réparation d'une fistule. Les apprenants ont également eu droit à des séances pratiques en salle d'opération, question d'associer la théorie à la pratique.

UNFPA poursuit l'atteinte du résultat transformateur visant la réduction des cas des décès maternels évitables en redonnant de l'espoir aux malades de la fistule obstétricale en République Démocratique du Congo. Plus de 5 500 femmes sont à ce jour réparées de la fistule grâce aux divers projets mis en œuvre depuis 2016, dans ce secteur.

L'Agence des Nations Unies en charge de la santé sexuelle et reproductive a apporté son soutien au gouvernement congolais en outillant 14 provinces dans la prise en charge de cette maladie dévalorisante. Un appui qui consiste notamment en l'organisation des campagnes de réparation

de la fistule obstétricale couplées aux sessions de renforcement de capacités en réparation de la fistule obstétricale.

UNFPA contribue également par la distribution des kits de dignité et des kits de réinsertion socioéconomique des femmes après leur traitement, notamment par l'apprentissage de métiers ; mais également par la dotation des structures sanitaires en plateaux techniques capables de prendre en charge les opérations de la fistule.

Il sied de noter que le programme de formation en réparation de la fistule obstétricale porte à ce jour à 24 sur 26 provinces du pays déjà dotées de capacités pour la réparation des cas simples de fistules obstétricale. Il ne reste plus que les provinces de Kwilu et Kwango.

En effet, c'est depuis 2022 que la Norvège accompagne la mise en œuvre des interventions permettant d'améliorer la prise en charge de la santé sexuelle et reproductive ainsi que la santé et le bien-être des adolescents et jeunes à travers des fonds alloués à cette l'entité onusienne, en RDC.

L'agence fait de la lutte contre la fistule obstétricale une priorité en RDC depuis le lancement de sa campagne pour l'élimination de la fistule obstétricale en 2016. Les initiatives en cours permettent de donner le sourire à de plus en plus de femmes après les interventions chirurgicales et la guérison. Les efforts doivent être poursuivis et couvrir tout le pays.

Les défis sont énormes et UNFPA a besoin de ressources additionnelles pour accompagner le pays dans l'amélioration de la santé maternelle.



# STABILISATION

La Journée internationale de la paix mise en exergue dans la réflexion faite au cours des activités culturelles organisées par les Nations Unies



Des activités artistiques ont été organisées jeudi 21 septembre 2023 à Kinshasa, en marge de la célébration de la Journée internationale de la paix, édition 2023 par le système des Nations Unies en République démocratique du Congo, en présence de certains membres du gouvernement.

Cette journée est observée chaque année dans le monde le 21 septembre. Dans son initiative, l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré cette journée consacrée au renforcement des idéaux de paix, en observant 24 heures de non-violence et de cessez-le-feu.

Cette année, le thème retenu pour cette journée a été : « **Action en faveur de la paix : nos ambitions pour les Objectifs Mondiaux** ».

Tenant compte du contexte particulier de menace à la paix, que traverse actuellement la RDC, cette journée à Kinshasa, a été marquée en toute sobriété, par une activité de réflexion et de résilience autour de nombreuses prestations artistiques et culturelles organisées sous la bannière des Nations Unies, impliquant activement la MONUSCO et les agences du système au pays.

Discours, chants, slam et poésie ont donc été au rendez-vous pour encourager la jeunesse à participer aux actions qui mènent à la paix, notamment à travers l'art et la culture.

« **L'action pour la paix** », un message central repris par tous les intervenants.

Faisant la lecture du message du Secrétaire général des Nations Unies, sa Représentante spéciale en RDC, Madame

Bintou Keita, a dit : **“La paix ne saurait être seulement une noble vision pour l’humanité.”** Elle est aussi un appel à l’action. **“Montrons-nous résolus à bâtir, faire avancer et faire durer la paix pour tous.”**

Ce qu’a reconnu le Représentant du gouvernement, le Vice-Premier Ministre en charge de l’Intérieur, Monsieur Peter Kazadi Kankonde, qui a paraphrasé le Secrétaire général des Nations Unies en déclarant : **“Dans son message adressé au monde, le Secrétaire général demande d’utiliser la diplomatie. Ainsi, le Chef de l’Etat et son gouvernement ont souscrit au processus de Nairobi, face à l’instabilité qu’occasionnent les groupes armés dans la partie Est.”**

Pour sa part, monsieur Isaias Barreto, Représentant de l’UNESCO en RDC, appelle à **“fournir des efforts pour la promotion de la culture de la paix”,** et confirme que **“la culture de la paix est la culture de la prévention. Pas de développement durable sans la paix, ni paix sans développement durable.”**

Ce qu’a traduit l’artiste Pacifique Akilimani de Goma au cours de sa prestation :

**“Ce soir je représente toute cette jeunesse oubliée. Le sentiment d’être oublié nous l’avons à l’Est du pays, nous sommes fatigués de la guerre, imaginez-vous bientôt j’aurai 30 ans je ne connais que cela. Mais ce soir je suis venu avec un message particulier et j’aimerais que chacun de nous rentre chez lui disant : la paix commence avec moi.”**





## SEMAINE DES NATIONS UNIES - 2023

Le Groupe de Communication des Nations Unies annonce la tenue de la Semaine des Nations Unies pour l'édition 2023.

Pour cette année, le thème central est :

**“Agissons ensemble en faveur de la paix, la prospérité, le progrès et la résilience de nos communautés.”**

Les activités marquant cette semaine seront organisées à Kinshasa du 23 au 27 Octobre 2023.

Notez ce rendez-vous et vous y attendons pour échanger sur notre action dans divers secteurs d'intervention en République Démocratique du Congo.

*Ce bulletin est produit par*

**Le Groupe de Communication des  
Nations Unies**

**[drcongo.un.org/fr](http://drcongo.un.org/fr)**

**[@ONURDCongo](https://twitter.com/ONURDCongo)**



**NATIONS UNIES  
RD CONGO**

